

L'ECOLE ET SON AVENIR

**Débat
organisé à l'école
de Miserey-Salines**

4 et 6 décembre 2003

Les questions posées étaient les suivantes :

- *Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?*
- *Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?*
- *Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?*
- *Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?*
- *Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?*
- *Comment en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?*

La synthèse ne suit pas le plan suggéré par les questions. Elle est organisée autour des grands thèmes qui ont animé ce débat au cours des 5 heures d'échanges.

Les enfants en difficulté : une priorité pour tous

Sur la question des élèves en difficulté, certains points de vue se sont opposés, d'autres ont convergé vers quelques constats et propositions.

Une minorité d'intervenants s'est exprimée en faveur d'une prise en charge spécifique et indépendante des élèves en difficulté. Ils font le constat qu'il y a toujours existé à l'école « *des bons, des moyens et des mauvais* », et que le mélange de l'ensemble de ces élèves est en fait préjudiciable pour tout le monde. Dans un souci de développer une approche pragmatique, il est donc proposé qu'une prise en charge particulière de ces enfants soit faite afin, d'une part, d'adapter la démarche éducative aux spécificités de ces jeunes, et d'autre part, de ne pas pénaliser ceux qui sont scolairement « *plus brillants* ».

Face à cette analyse et à ces propositions, la majorité des personnes qui se sont exprimées, ont formulé de grandes réserves par rapport à ces propos. Isoler les élèves les plus en difficulté, c'est encore plus les pénaliser. Par ailleurs, la coexistence dans une même classe de sujets qui n'ont pas exactement le même niveau dans toutes les matières ou ont des modes d'apprentissage différents, est une véritable richesse pour tous. Les enfants savent beaucoup de choses, même ceux qui sont en difficulté. Une intervenante a témoigné de l'existence de classes expérimentales, qui pour ne pas mettre les enfants en échec, font cohabiter des temps où les élèves sont en classe d'âges et d'autres moments où ils sont en classe de niveaux. Cette approche permet à la fois d'avancer ensemble mais de respecter les différences. Dans le même esprit, une majorité d'intervenants a souligné les grandes avancées apportées par la loi de 1989, en particulier avec la création des cycles. En effet, c'est une façon de mieux adapter les rythmes d'apprentissage aux spécificités de la majorité des enfants. En revanche, beaucoup de personnes ont regretté que de nombreux dispositifs prévus par la loi de 1989 n'aient pas été mis en place.

Dans tous les cas, pour pouvoir intégrer des élèves en difficulté, il faut avoir le temps de s'en occuper et ne pas gérer des classes trop surchargées.

Consolider les filières existantes pour accueillir les enfants dans leur diversité

Lorsque l'on parle « *d'enfants en difficulté* », il est fréquent de traiter de situations très hétérogènes. Il y a ceux qui ont des problèmes de comportements souvent liés à des situations familiales ou sociales complexes, il y a les enfants qui ont un vrai retard sur le plan intellectuel et puis il y a les jeunes handicapés ou ceux qui ont des affections chroniques nécessitant une prise en charge médicale particulière.

Par rapport à l'ensemble de ces situations, les dispositifs mis en place semblent insuffisants, mal adaptés et au total demandent aux enseignants un investissement personnel considérable, très éprouvant sur la durée et mal reconnu par l'institution. Tous ceux qui se sont exprimés ont insisté sur le fait que l'existence d'instituteurs spécialisés, de réseaux, de sections adaptées... est une bonne chose mais que faute de moyens matériels et humains adaptés, la situation avait tendance à se dégrader au fil du temps. Il est donc impossible de faire du travail de qualité dans de telles conditions et par exemple les SECPA deviennent dans bon nombre de cas « *des classes poubelles* » qui accueillent des jeunes à la dérive sans grand espoir de leur donner des chances d'insertion. Il en est de même pour les ZEP (REP) qui voient leurs territoires diminuer au fil du temps alors que ces dispositifs doivent permettre d'assurer, grâce aux moyens supplémentaires alloués, une qualité de travail améliorée.

Trouver un juste équilibre entre fondamentaux et autres matières enseignées

Sur la question des fondamentaux (lecture, écriture...) et de leur place à l'école, les avis ont été assez divergents. Certaines personnes ont insisté sur l'absolu nécessité de mettre l'accent sur ces apprentissages essentiels et ont souligné la dégradation progressive de la situation avec des élèves arrivant à un stade avancé de leur scolarité, sans savoir correctement lire et écrire.

D'autres participants ont remis en cause cette réalité, arguant qu'il était impossible de faire la comparaison entre la situation d'aujourd'hui et celle d'il y a plusieurs décennies. Les indicateurs de mesure ont changé. Par ailleurs, ils insistent sur le fait qu'il est très complexe d'isoler ces apprentissages fondamentaux par rapport aux autres matières. C'est une dynamique globale qui doit être impulsée. Le fait de focaliser sur ces apprentissages peut d'ailleurs être contre-productif. Par exemple dans le cycle 2 de la maternelle, il est demandé trop de choses aux élèves. Il faut d'abord et avant tout susciter chez eux le désir d'apprendre et cette stimulation ne passe pas obligatoirement par un apprentissage de plus en plus précoce de la lecture et de l'écriture.

Ouvrir l'école au sein de dispositifs contractualisés

Des échanges ont eu lieu sur la question de la diversification des intervenants à l'école primaire. Sans remettre en cause la nécessité d'avoir pour les enfants de cet âge là, « *un maître* », il semble que des collaborations comme celles qui s'étaient mises en place avec les aides éducateurs sont un vrai progrès qui malheureusement semble remis en cause aujourd'hui. Par ailleurs pour diversifier les enseignements (informatiques, langues...), cette pluralité des intervenants est nécessaire.

Sur cette ouverture de l'école, certains enseignants ont rappelé que c'était eux les vrais professionnels de l'éducation et si la participation des parents est souhaitable, elle ne doit pas être trop envahissante. Par exemple, certaines activités promues par les parents d'élèves, lorsqu'elles n'ont pas une véritable visée pédagogique, n'ont sans doute pas leur place à l'école.

En revanche, il a été souligné l'intérêt des Contrats Educatifs Locaux (CLE) qui associent dans un même projet : l'école, la commune et le tissu associatif. Ces CLE ont donné des résultats très encourageants mais leur caractère « éternellement » expérimentaux est incompréhensible. Les promoteurs réalisent depuis très longtemps des évaluations, les font remonter au niveau national et il n'y a jamais de retour.

Revoir les filières professionnelles pour y intégrer une véritable dimension éducative

Sur la question, « *l'école prépare-t-elle correctement à la vie professionnelle ?* », le débat a porté essentiellement sur l'évolution des filières qui sont centrées autour des métiers d'ordre manuel et tournés par exemple vers l'artisanat, chacun faisant le constat qu'il est difficile de trouver actuellement des boulangers, des maçons, des plâtriers, des électriciens... Ce « *tariissement des vocations* » peut s'expliquer de différentes manières : travail pénible, faible rémunération et reconnaissance sociale...

Un autre argument a été avancé : de plus en plus souvent, la préparation à ces métiers passe par l'apprentissage directement en milieu professionnel avec des temps scolaires qui se réduisent. Cette situation, qui voit l'Education Nationale se désengager progressivement de sa mission globale d'éducation, est très préjudiciable pour ces élèves, qui bénéficient de moins en moins d'une formation adaptée pour leur entrée dans la vie adulte. Il a été réaffirmé que l'école est là avant tout pour apprendre à apprendre.

D'autres intervenants ont au contraire regretté que l'école ne soit pas plus ouverte au monde économique, à la réalité des entreprises et que ce décalage était préjudiciable pour tous : les élèves sont mal préparés à entrer dans la vie active et le monde de l'industrie a du mal à intégrer des populations de jeunes à la formation inadaptée et trop « scolaire ».

Réévaluer les moyens nécessaires et promouvoir une autre décentralisation dans une Europe aux idéaux préservés

Il est indispensable de mettre au regard des missions que l'on souhaite voir porter par l'école, des moyens adaptés. Ceux-ci sont globalement insuffisants pour la majorité des participants sans qu'il ait été possible de prioriser des sources de financements spécifiques, en particulier par rapport aux autres budgets de l'Etat.

Lorsque l'on évoque l'Ecole d'aujourd'hui vis-à-vis de l'Europe future, parle-t-on d'un espace économique qui se construit sur des logiques financières, et avec des profits accrus pour les entreprises concernées, ou est-on dans une perspective de partage et d'échanges des hommes, des idées et des cultures ? Les missions de l'école ne peuvent se décliner dans une perspective européenne, seulement si cette dernière correspond aux valeurs premières qui ont présidé la construction de l'Europe.

Sur la question de la décentralisation, il y a plus de craintes que d'espoir. Pour beaucoup, accentuer la décentralisation telle qu'elle est envisagée aujourd'hui par le gouvernement, c'est renoncer à l'égalité pour tous dans le domaine de l'éducation. C'est aussi encourager une certaine vision de l'Europe avec un démantèlement du service public au profit de logiques économiques qui risquent de voir apparaître une « marchandisation » de l'éducatif. Ne faut-il pas craindre par exemple, l'entrée des entreprises à l'université, avec le projet actuel d'autonomie ? Si l'on souhaite une offre éducative égale pour tous sur l'ensemble du territoire et à l'abri de possibles dérives liées à des logiques particulières (groupes industriels, décideurs politiques locaux), il semble nécessaire de maintenir un cadre national fort.

D'autres personnes ont souligné les gains pour l'école de la décentralisation passée (celle de 1982). Chez une grande majorité d'élus, il y a un intérêt fort pour les questions scolaires, des préoccupations qui sont aussi prioritaires pour beaucoup de leurs administrés. Simplement, il serait nécessaire que les compétences respectives entre Etat et Collectivités territoriales soient mieux définies, en particulier pour des dispositifs comme les communautés de communes et/ou d'agglomération.

Au total, trois regrets et deux perspectives...

Le débat a été riche, productif et a permis à ceux qui le souhaitent de s'exprimer.

Pourtant, trois regrets :

1. Il a été difficile d'éviter de déborder sur d'autres thèmes non sélectionnés à travers les questions choisies (mais c'était aussi une des richesses de ce débat).
2. Il a été surtout traité des questions liées à l'école maternelle et primaire, plus rarement celles concernant le collège et le lycée.
3. Pour avoir un véritable débat pluriel, il manquait dans l'assistance un nombre suffisant de parents d'élèves, d'élus et de personnes acteurs du tissu associatif.

Deux grands axes de réflexions et de perspectives ressortent des échanges :

1. Depuis plusieurs décennies, des réformes efficaces ont été mises en place pour répondre à certaines évolutions nécessaires du système éducatif français. Malheureusement, elles sont souvent remises en cause ou appliquées incomplètement. *Pourquoi toujours vouloir faire de nouvelles réformes alors qu'il suffirait d'appliquer correctement celles qui ont été promues dans le passé ?*
2. Il y a des problèmes de moyens réels ou perçus comme tel. *Ne faut-il pas, de ce point de vue, favoriser la transparence des choix budgétaires ainsi qu'une définition plus concertée des priorités pour l'école de demain ?*